

L'Institut de l'environnement

Descendant du Bauhaus ou dernier bastion de mai 68 ?

TONY CÔME

PRÉCIS Si, aux yeux des rares Français qui la visitèrent durant les années 1960, la Hochschule für Gestaltung d'Ulm s'affirma comme un lieu d'étude exemplaire, le climat régnant au sein de cette prestigieuse école de design allemande allait irrévocablement se dégrader en 1968. La complicité qui semblait établie entre enseignants et étudiants allait être mise à mal au cours du mois de mai 1968. Des Français essayèrent néanmoins de faire infuser l'esprit de cet établissement allemand, descendant du Bauhaus, au sein des écoles d'art françaises. Lors des assemblées générales et des commissions pédagogiques de Mai 1968, ceux-ci contribuèrent à la création d'une unité d'enseignement et de recherche pluridisciplinaire animée par plusieurs membres de l'école d'Ulm et soutenue par André Malraux : l'Institut de l'environnement. Les grèves et révoltes étudiantes qui enflammèrent le Quartier latin eurent réciproquement une forte influence au sein de l'école d'Ulm, la conduisant à sa fermeture définitive. L'auteur analyse ici ces complexes effets de vases communicants.

MOTS CLÉS HfG Ulm, Institut de l'environnement, Mai 68, ENSAD, beaux-arts

En mars 1965, « l'absence d'un enseignement réel de l'architecture, le désintéressement fatal des élèves pour l'École, l'imminence d'une réforme » forcèrent quatre étudiants architectes de l'École des Beaux-Arts de Paris, tous membres de la Grande Masse, à momentanément fuir la France pour dresser, dans des pays frontaliers (République fédérale d'Allemagne, Suisse et Italie), un panorama des principaux centres de formation architecturale¹. Jacques Barda, Pierre Clément, Jean-Paul Gautron et Pierre Lefèvre firent ainsi une halte à la Hochschule für Gestaltung d'Ulm (HfG Ulm), précisément parce qu'elle ne se

1. Barda et al., « L'enseignement de l'architecture », 1. La Masse, à l'École des Beaux-Arts, désigne un groupe d'étudiants en charge de la gestion d'un atelier. La Grande Masse, qui regroupe tous les « Massiers » de l'École, organise diverses manifestations et activités, souvent festives (bals, bizutage, fanfare, achats de matériel, etc.). A sa tête : le Grand Massier. Un modèle similaire existait également à l'École nationale supérieure des Arts décoratifs de Paris.

présentait pas comme une école d'architecture traditionnelle mais qu'on prétendait tout de même y dispenser, notamment, cette discipline.

Au sein de cette descendante directe du Bauhaus, le contraste avec le contexte pédagogique français—globalement tourné vers le passé, fermé à la recherche, coupé de la réalité sociale, feignant d'ignorer les dernières avancées de la technique et des mœurs—saisit immédiatement ces jeunes investigateurs². Leurs arguments en faveur d'une impérieuse réforme de l'enseignement architectural en France trouvaient à la Hochschule de très solides appuis. Leurs *alter ego* ulmiens étaient en effet « amenés à résoudre seuls ou en équipe des exercices semblables à ceux qui leur ser[ai]ent posés plus tard dans la pratique » et, pour ce faire, bénéficiaient des conseils avisés de divers « spécialistes, ingénieurs, entrepreneurs, sociologues, économistes, etc., invités à intervalles réguliers [. . .], choisis en fonction du thème traité »³. Ils adoptaient des méthodes de travail strictes « qu'il s'agisse du projet d'un simple élément, d'un système de construction ou d'un édifice entier »⁴. Ils avaient accès à de la documentation diversifiée, de grande qualité, sans cesse actualisée. Enfin, leurs projets de diplôme, étayés par un mémoire, étaient évalués selon des critères précis et prédéterminés—et non selon les vagues intuitions et le jargon d'un patron d'atelier démiurge, d'un « mandarin ».

Si, aux yeux de ces jeunes Français, la HfG Ulm s'affirma comme un lieu d'étude exemplaire, presque idéal, le climat régnant au sein de cette prestigieuse école allemande allait, après leur retour à Paris, rapidement se dégrader. Quelques mois après leur visite, la complicité qui semblait établie de manière plus que productive entre enseignants et étudiants, la solide communauté de travail, l'union des différents membres de l'école allaient être mises à mal puis annihilées irrévocablement au cours du mois de mai 1968.

Les Français ayant visité la HfG Ulm essayèrent de faire infuser l'esprit de cet établissement allemand (entre autres) au sein des écoles d'art françaises et contribuèrent lors des assemblées générales et des commissions pédagogiques de mai–juin 1968 à la création d'une unité d'enseignement et de recherche (UER) pluridisciplinaire tout à fait inédite—l'Institut de l'environnement. Les « événements » se déroulant à Paris, les grèves et révoltes étudiantes qui enflammèrent le Quartier latin eurent réciproquement une forte influence à la HfG Ulm, conduisant assez paradoxalement cette école de renommée internationale à sa fermeture définitive. Ce sont ces complexes effets de vases communicants que nous nous proposons d'analyser ici.

2. Les relations qu'entretenait la France avec le Bauhaus ont été mises en lumière dans Ewig, Gaehtgens et Noell, *Das Bauhaus und Frankreich*.

3. Claude Schnaidt cité dans Barda et al., « L'enseignement de l'architecture », 17.

4. *Ibid.*, 15.

Il s'agira, plus largement, de mettre en lumière la place singulière que tenait la nouvelle UER non seulement par rapport à d'autres établissements français, mais également parmi les nombreux laboratoires pédagogiques tournés vers l'aménagement du cadre de vie—plus ou moins expérimentaux, plus ou moins radicaux—qui ont simultanément éclos à différents endroits du globe au lendemain de Mai 68⁵. Qu'on repense ainsi à l'International Institute of Design (IID) fondé par Alvin Boyarsky à Londres en 1970 afin de « subvertir l'état de stagnation de l'enseignement de l'architecture » qu'il avait pu observer dans la plupart des pays occidentaux et qui avait suscité de si violentes révoltes étudiantes. Cette école indépendante « sans corps enseignant, ni corps étudiant, ni programme, ni locaux permanents » prit la forme de trois *summer sessions* (SS70, SS71 et SS72)⁶. Au cours de celles-ci, on chercha à rompre avec l'insularité des lieux d'enseignement académiques, à faire tomber les barrières des cadres disciplinaires en place pour engager *in fine* des dynamiques de fertilisation croisée. Qu'on repense également à *Universitas*, ce projet d'université expérimentale visant au même moment à « explorer les possibilités d'établir aux Etats-Unis un nouveau type d'institution destinée à analyser et concevoir l'environnement humain »⁷. Au début de la même décennie, le prestigieux College of Environmental Design de Berkeley, qui pendant plusieurs années s'était imposé comme une institution unique en son genre, subissait lui-même une crise sans précédent⁸. S'il n'aboutit à aucune réforme concrète, le projet *Universitas* offrit toutefois à un impressionnant panel de penseurs internationaux l'opportunité de soulever de décapantes réflexions pédagogiques lors d'un symposium organisé au MoMA en 1972.

L'IID, dans son appellation même, rendait un évident hommage à l'Institute of Design fondé à la fin des années 1930 à Chicago par László Moholy-Nagy, ancien maître du Bauhaus. Le projet *Universitas* trouvait quant à lui ses origines—ainsi que le confia son instigateur, Emilio Ambasz—dans les conférences qui avaient été données au milieu des années 1960 à la School of Architecture de l'université de Princeton par Tomás Maldonado, alors enseignant à la HfG Ulm⁹. Dès lors, cette étude tend également à situer l'Institut de l'environnement sur la carte des écoles revendiquant, après Mai 68, une filiation avec le Bauhaus.

5. Voir par exemple *Radical Pedagogies*, un programme de recherche consacré à l'étude de différentes expériences pédagogiques en architecture, initié au début des années 2010 par Beatriz Colomina au sein de la Princeton University School of Architecture, radical-pedagogies.com (consulté le 27 oct. 2016).

6. Sunwoo, *In Progress*, 9 (trad. de l'auteur).

7. Ambasz, *Universitas Project*, 9 (trad. de l'auteur).

8. Voir Ockman et Williamson, *Architecture School*.

9. Voir Maldonado, « How to Fight Complacency in Design Education », 14.

Le conformisme ou la révolution

C'est par le vice-recteur en personne, Claude Schnaidt, un architecte suisse francophone, que l'officieuse délégation française précitée—les quatre étudiants architectes de l'École des Beaux-Arts de Paris—fut accueillie et guidée à travers les différents ateliers de la HfG Ulm. A ces visiteurs étrangers frustrés par le caractère figé de leur formation, celui-ci fit l'éloge d'une école à géométrie variable n'ayant pas peur de l'imprévu, d'une pédagogie se construisant par tâtonnements permanents :

L'école d'Ulm a douze ans. Elle s'était d'abord présentée comme l'héritière du Bauhaus. Puis elle liquida une bonne partie de cet héritage. A partir de ce moment elle avança dans l'inconnu. Elle fit et fait encore beaucoup d'expériences, des bonnes et des mauvaises, à partir desquelles les idées directrices, la structure, le programme sont révisés par approximations successives. L'école d'Ulm est donc une école en mouvement. Et comme elle n'a cessé de se renouveler pendant ses douze années d'existence, on ne sait généralement pas très bien ce qu'elle est et ce qu'elle veut¹⁰.

Rappelons que c'est à la mémoire de Hans et Sophie Scholl, jeunes résistants allemands appartenant à la Rose blanche et exécutés par les nazis, qu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale leur sœur, Inge Scholl, et son mari, le graphiste Otl Aicher, décidèrent de fonder cette institution. Il s'agissait, dès les prémises du projet (1950), de créer en Allemagne un organe de rééducation politique majeur en s'appuyant notamment sur l'étude des arts et des médias. L'école, inaugurée en 1953, devait initialement être divisée en cinq sections : Urbanisme, Architecture, Design industriel, Communication visuelle et Information. Max Bill, ancien étudiant du Bauhaus, premier directeur et architecte des bâtiments de l'école érigée sur le plateau de Kuhberg, n'envisageait pas la politique comme un champ disciplinaire autonome mais comme l'objet même de chacune de ces sections.

Si la section Urbanisme ne vit jamais le jour et la section Information ne dura qu'un temps, la HfG Ulm faisait malgré tout figure d'exception dans le paysage pédagogique international d'après-guerre du fait de son net caractère pluridisciplinaire. Au nom de l'édification démocratique de la République fédérale d'Allemagne (RFA), elle plaçait sur un pied d'égalité, mieux encore, elle envisageait la complémentarité de ces disciplines, toutes nécessaires au bon aménagement de l'environnement—mais enseignées jusqu'alors indépendamment. Et pourtant, « tandis que son renom grandissait à l'étranger, elle ne suscitait dans

10. Schnaidt cité dans Barda et al., « L'enseignement de l'architecture », 3.

les milieux dirigeants de l'Allemagne fédérale, qu'animosité, incompréhension, méfiance, ressentiment »¹¹.

En 1967, l'Etat fédéral engagea une réforme des modes de financement des établissements d'enseignement supérieur. L'importante subvention qui était habituellement allouée à la HfG Ulm allait ainsi être supprimée. Complot visant directement cette institution anticonformiste, selon le témoignage que livra à chaud Claude Schnaidt : « L'empressement mis par le parlement et le gouvernement de Bonn à se conformer aux termes de ce rapport était d'autant plus suspect qu'ils ne furent pas appliqués aux cas d'institutions comparables à l'école d'Ulm »¹². Mais aussi, conséquence fatale du montage financier particulièrement complexe de l'école, selon l'étude que l'historien René Spitz réalisa, à tête plus reposée, bien des années après celle de cet architecte et fervent militant communiste suisse¹³. Direct ou indirect, ce coup allait effectivement finir d'achever l'école déjà endettée. Des intervenants internationaux ne pouvaient plus être invités, des cours devaient être supprimés. Cette coupe budgétaire établie à un moment critique de l'histoire allemande, à un moment où le milieu étudiant était d'ores et déjà très agité, particulièrement instable, sema irrémédiablement le trouble à Ulm.

La précocité des événements de Mai en Allemagne n'est plus à démontrer¹⁴. On s'accorde sur le fait qu'ils débutèrent le 2 juin 1967 quand l'étudiant Benno Ohnesorg fut abattu par un policier lors d'une manifestation à Berlin-Ouest. Ce drame suscita une indignation à l'échelle nationale et la radicalisation des étudiants d'extrême gauche dans la plupart des établissements d'enseignement supérieur. N'échappant pas à cette dynamique, les étudiants de la HfG Ulm qui depuis 1966 revendiquaient en vain l'accession à plus de pouvoir dans les instances décisionnaires de l'école s'insurgèrent. Le graphiste Herbert W. Kapitzki se souvient ainsi de son collègue Tomás Maldonado tentant de rétablir l'ordre au sein de l'institution, grimant sur une table de cantine pour prendre la parole lors d'une réunion d'étudiants particulièrement agitée : « La célèbre image de Lénine déclamant son discours révolutionnaire me revint à l'esprit. Maldonado, son bras tendu, se tenait là-haut. Il lança : " Cette HfG est une école supérieure imparfaite, mais c'est la meilleure qui soit " »¹⁵. L'Argentin allait néanmoins quitter Ulm à la fin de l'année universitaire pour évoluer entre Milan et Princeton. Dans son discours de départ, le 30 juin 1967, il rappela que

11. Schnaidt, « Ulm (dernier épisode d'une affaire de récidive) », 62.

12. Ibid., 63.

13. Spitz, *HfG Ulm*.

14. Voir Lattard, « 1968 et les contestations antérieures », dans *Histoire de la société allemande au XXe siècle*, 66.

15. Tomás Maldonado cité par Kapitzki, *Design*, 40 (trad. de l'auteur).

« dès ses premières heures d'existence, la HfG avait été confrontée à l'alternative suivante : le conformisme ou la révolution »¹⁶. Schnaidt abondait dans son sens et précisait :

Un enseignement d'avant-garde pose un problème fondamental quant au type d'humain à former : les spécialistes qui sortaient d'Ulm étaient préparés à se réaliser professionnellement dans une préoccupation sociale, celle de la connaissance et de la satisfaction des besoins dans la civilisation technique ; où devaient-ils trouver leur place dans la production gouvernée par l'étude de marché et la spéculation ? Fallait-il en faire des rebelles, ou les adapter tant bien que mal ?¹⁷

La situation s'envenima véritablement au début de l'année 1968. Le 19 février, une importante réunion fut organisée à Ulm. Refusant précisément de se conformer aux décisions de l'Etat fédéral c'est-à-dire d'envisager une version réduite, à bas coût, d'une ambitieuse structure pédagogique ayant déjà fait ses preuves, les représentants de la HfG annoncèrent son « autodissolution » lors de la rentrée de septembre 1968¹⁸. Le 23 février 1968, une assemblée générale exceptionnelle entérina cette décision. La sinistre nouvelle retentit non seulement à l'échelle nationale mais également bien au-delà des frontières de la RFA.

Migrer plutôt qu'abdiquer

L'ultimatum se diffusa d'autant plus vite dans les pays voisins lorsque l'on comprit que les membres de la HfG Ulm envisageaient en fait une autre alternative : l'exode. Cette volonté de migrer plutôt que d'abdiquer, cet appel international à l'hospitalité furent relayés par une affiche (fig. 1). Avis de décès pour certains, manifeste pour d'autres, il s'agit peut-être de l'une des toutes premières « affiches de mai ». Certes, avec celles imprimées par les ateliers populaires parisiens, qui forgèrent le genre voire le « style », cette affiche ne partage ni l'origine géographique ni la notoriété ni même la facture. Mais la typologie n'a jamais été clairement fixée¹⁹. Si cette composition, rigoureuse, essentiellement typographique, est créée et imprimée à Ulm en février 1968, si elle est d'abord diffusée par voie de presse en RFA, agrandie, placardée et brandie bien haut lors de plusieurs assemblées générales organisées durant ce même mois de février dans le pré

16. Ibid., 39.

17. Schnaidt cité par Karlen, « L'enseignement de l'architecture et de l'industrial design », 108.

18. Du fait de la place de premier plan que tenait cet établissement au sein du paysage pédagogique international, le second séminaire que l'International Council of Societies of Industrial Design (ICSID) avait consacré à la « formation des designers industriels » avait été organisé au sein même de la HfG Ulm, en septembre 1965.

19. Voir Gervereau, « Les affiches de " Mai 68 " ».



FIGURE 1 “Bauhaus Weimar Exodus 1 / Hochschule für Gestaltung Ulm Exodus 2.” Affiche conçue par les étudiants de la HfG Ulm appelant à l'exode de leur école, en février 1968. © HfG-Archiv, Ulmer Museum, Ulm

carré d'un établissement pédagogique spécialisé, elle apparaît ostensiblement dans l'espace public le 4 mai 1968, à Stuttgart, à l'occasion d'une manifestation des étudiants de la HfG en grève. Cette image naît *a priori* dans le climat d'un combat confidentiel, très localisé. Elle s'impose néanmoins comme un intéressant trait d'union, une perche tendue—assez inédite au moment de Mai—entre des luttes menées simultanément des deux côtés du Rhin, entre étudiants allemands et français.

On y lit le slogan suivant, imprimé en grands caractères : « Bauhaus Weimar Exodus 1 / Hochschule für Gestaltung Exodus 2 ». Un appel similaire avait en effet déjà été lancé par Walter Gropius en 1925 et avait conduit les Bauhäusler à déménager une première fois vers la ville de Dessau. A ceux qui l'auraient oublié, deux colonnes de texte imprimées dans la partie basse de l'affiche rappellent brièvement ce moment clé de l'histoire du Bauhaus et détaillent ce parallèle avec la situation critique de la HfG.

Sur les photographies prises lors des réunions de crise de février 1968 à Ulm, on peut voir une autre affiche, lire un second slogan qui entreprend un rapprochement nettement plus radical : « 1943/1968 Hinrichtung HfG ». 1943 renvoie à l'année d'exécution (*Hinrichtung*) de Hans et Sophie Scholl. Ironie de l'histoire (savamment orchestrée), le vote de la dissolution de l'école avait eu lieu le lendemain de la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la tragique disparition de ces deux figures tutélaires. La filiation entre ces deux dates, somme toute délicate, n'en était pas moins assumée, revendiquée : « A leur époque, Hans et Sophie Scholl luttèrent contre le fascisme du Troisième Reich. Les étudiants de la Hochschule für Gestaltung luttent actuellement contre les mesures autoritaires qui menacent de détruire la structure libre et démocratique de leur institution et, par-dessus tout, de leur société »²⁰. Un « infâme parallèle », une « obscène provocation » admet volontiers René Spitz²¹. Tous les moyens étaient bons pour susciter l'indignation du milieu culturel international. On comprend néanmoins dans le même temps que les problèmes particuliers de la HfG Ulm, que ses dysfonctionnements internes étaient peu à peu teintés, si ce n'est éclipsés, par des revendications étudiantes moins spécifiques à cette école de design. Les luttes des étudiants ulmiens rejoignaient celles de l'ensemble de leurs camarades allemands, mais aussi étrangers, et prenaient un virage éminemment politique.

Au fond, ce qu'avaient en commun les Scholl assassinés dans les années 1940 et ceux qui se sentaient menacés à Ulm dans les années 1960, était avant tout une affaire de génération, c'était d'abord l'âge et la fougue associée. Ainsi, à la HfG, la contestation allait progressivement échapper au collège des enseignants et même se retourner violemment contre lui. Toutes les formes de subordination, à commencer par la hiérarchie établie entre professeurs et étudiants, allaient finalement être remises en question. Si l'appel de février 1968 est encore signé par « les doyens, les assistants et les étudiants », cette fragile union allait définitivement s'éroder. Le 19 mars, une pétition pour une représentation plus égalitaire des étudiants à Ulm, unanimement signée par ceux-ci, parvint au recteur Herbert Ohl. L'attentat subi par Rudi Dutschke en avril 1968 renforça toujours plus la solidarité entre les étudiants allemands, la ferveur et la coordination de leurs différents mouvements de contestation. Ainsi, le 2 mai, c'était le statut des enseignants de la HfG, établi par la rédaction d'un nouveau règlement intérieur, que les étudiants du plateau de Kuhberg attaquèrent vivement.

20. « The Case of the Ulm School of Design—A Classic Example of Political Development in the Federal Republic of Germany », texte écrit par les étudiants de la HfG Ulm en 1968 cité par Spitz, *HfG Ulm*, 379 (trad. de l'auteur).

21. Ibid.

Toutefois, le 4 mai 1968, quand à Stuttgart on inaugura en grande pompe l'exposition itinérante qui célébrait le cinquantième anniversaire de la création du Bauhaus (*Bauhaus 1919–1969*) et qui allait ensuite rejoindre plusieurs capitales internationales, tous les membres de la HfG Ulm firent le déplacement. Ils recouvèrent momentanément leur complicité pour prendre à parti un invité de marque présent au vernissage : Walter Gropius lui-même. L'ensemble des protagonistes de l'affiche « des exodes » allait ainsi être réuni. Dupliquée, contrecollée sur de grands panneaux avec la méticulosité typique des Ulmiens, brandie au sein même des salles accueillant la rétrospective, l'affiche allait bénéficier d'une inédite visibilité et les questions qu'elle posait d'une puissante caisse de résonance : « Quelle personne, quelle institution, quelle entreprise, quelle ville, quel Land, quel pays est en mesure de proposer son hospitalité à la HfG Ulm, pour lui permettre de continuer à travailler de manière productive, de poursuivre ce qui a été amorcé de manière si prometteuse ? »²² Les Ulmiens manifestèrent devant le Württembergischer Kunstverein de Stuttgart puis l'envahirent. Comment, au moment où l'on canonisait le Bauhaus, pouvait-on nuire autant à sa descendance directe ? C'était ce que pointaient du doigt implicitement l'affiche *Exodus 1 Exodus 2* et d'autres pancartes, plus explicites, réalisées à l'occasion de cette manifestation.

L'image du fondateur et premier directeur du Bauhaus, alors dans sa dernière année d'existence, tentant de répondre aux invectives des étudiants de la HfG, est restée célèbre. Tristement célèbre pour ceux venus d'Ulm :

Beaucoup d'entre nous furent déçus en constatant que, dans une situation qui était alors devenue critique, il contribuait par sa présence à la légitimation de la position des autorités. Cette impression fut exacerbée lorsque, face à la foule, à l'aide d'un mégaphone, il appela tout le monde à ne pas faire entrer en jeu la politique dans les débats concernant la HfG. Nous reçûmes une vraie claque : un mythe s'effondrait²³.

Après cette ultime action commune, Kapitzki l'affirma, « les révoltes des étudiants parisiens devinrent un modèle » pour leurs confrères ulmiens²⁴. Qu'entendait-il par là exactement ? Teinté par ses idéaux communistes, quelque peu amer, le récit que Schnaidt livra de ce mois de mai 1968 à Ulm apporte des éléments de réponse précis :

C'est ce moment que choisirent les gauchistes pour intervenir en force. Ils crurent que toutes les conditions étaient réunies pour faire de leur école une citadelle

22. Extrait du texte lisible sur l'affiche *Exodus 1 Exodus 2* (trad. de l'auteur).

23. Kapitzki, *Design*, 42.

24. *Ibid.*, 39.

de la révolution pure et dure. Comme lorsqu'on veut faire du nouveau, il faut bien se persuader d'abord que l'ancien a vécu, les enrégés d'Ulm se mirent à pourfendre les rares vestiges qui avaient échappé à la tourmente. Du jour au lendemain, ils découvrirent que leur école avait dix ans de retard, qu'elle s'était mise au service du grand capital, qu'elle était antidémocratique, que les enseignants étaient tous corrompus. Et pourtant l'école d'Ulm n'avait cessé de réviser ses programmes et ses méthodes, avait inspiré de nombreuses réformes progressistes de l'enseignement réalisées dans le monde, était une école où les enseignants travaillaient plus et pour moins d'argent qu'ailleurs, était la seule école où les étudiants exerçaient un pouvoir, peut-être pas toujours reconnu en droit mais réel et étendu en fait. La Hochschule für Gestaltung était l'unique école en son genre dans le monde occidental à avoir une doctrine ouvertement anti-capitaliste, elle était la seule école dont l'Allemagne fédérale voulait la perte, pour toutes ces raisons. Mais cela n'avait plus d'importance aux yeux des enrégés. C'était en mai 1968 et il fallait que mai se passe. Après mai, le déluge²⁵.

La crise atteignit effectivement un point de non-retour. On dénonça la présence des Instituts qui, au sein de la HfG, permettaient de répondre à de réelles commandes et d'assurer d'importantes entrées d'argent, comme ce fut le cas par exemple avec le métro d'Hambourg, la firme Braun ou encore la Lufthansa. On déboulonna très littéralement l'enseigne de l'école (des lettres métalliques en bas de casse, selon la tradition bauhausienne) et l'inscription « KARL MARX SCHULE » fut sauvagement peinte à la place (en capitales). On proposa que l'Union socialiste allemande des étudiants (SDS) en prenne la direction. Contre toute attente, malgré cette agitation générale, l'appel du 19 février 1968 avait été entendu. Des intéressés se manifestèrent avant que l'école ne ferme ses portes (en novembre 1968).

Aller-retour Paris-Ulm

Les événements qui se déroulaient au sein de cette école d'Allemagne de l'Ouest avaient effectivement mis en ébullition le service des Enseignements artistiques du ministère des Affaires culturelles français qui était lui-même empêtré dans une crise sans précédent. Si la Hochschule für Gestaltung Ulm venait à fermer ses portes, l'Etat pourrait recruter de brillants professeurs pour amorcer et catalyser une puissante réforme pédagogique en France.

A l'Ecole nationale supérieure des Arts décoratifs (ENSAD) comme à l'Ecole des Beaux-Arts, certains rêvaient d'une revigorante pollinisation de l'esprit du

25. Zurich, ETH, gta Archiv, Fonds Claude Schnaidt, 187-4-2-1, Schnaidt, « Notes », vers 2000.

Bauhaus en France²⁶. A cette époque pesait également dans les hautes sphères institutionnelles de l'Hexagone un lourd regret : celui d'avoir laissé filer à l'étranger, sans vraiment s'en soucier, la grande majorité des maîtres du Bauhaus lors de sa fermeture forcée en 1933. Depuis 1965, Jean de Saint-Jorre, chef du service des Enseignements artistiques au sein de la direction générale des Arts et Lettres, René Salanon, inspecteur général dans ce même service mais aussi conservateur en chef du musée et de la bibliothèque des Arts décoratifs, Florence Contenay, jeune chef de la division des Enseignements de l'Architecture et des Beaux-Arts, et Claude Cobbi, chef du bureau des Affaires financières, animaient au sein du ministère des Affaires culturelles un groupe de travail « autoproclamé, officieux » qui envisageait la transposition du Bauhaus en France comme l'éventuel bras de levier d'une audacieuse réforme, visant l'ensemble des formations artistiques²⁷.

Ceux-ci avaient très tôt montré la nécessité de s'entourer d'acteurs internationaux susceptibles de porter un regard critique sur les institutions françaises et donc de les conseiller voire de les assister dans la périlleuse mission qu'ils s'étaient donnée. Ils avaient effectué plusieurs voyages d'observation, notamment aux Etats-Unis dont les récentes initiatives pédagogiques leur paraissaient particulièrement stimulantes. Or, comme Contenay le reconnaissait dans un récent entretien, il est difficile de faire venir un professeur d'Harvard en France et ce d'autant plus dans un climat de crise générale²⁸. En revanche, faire venir une partie de l'équipe pédagogique d'une prestigieuse école allemande alors menacée de fermeture et manifestant d'elle-même la volonté de migrer vers des terres plus hospitalières, était sûrement plus aisé. L'appel des membres de la HfG Ulm s'imposa donc comme une aubaine inespérée²⁹. Le concours de circonstances était parfait et une visite à Ulm s'imposait donc de manière urgente. Son enjeu était crucial. L'Etat français ne devait à aucun prix laisser se reproduire le schéma de 1933, c'est-à-dire laisser s'exiler aux Etats-Unis ou vers tout autre pays les professeurs de la HfG Ulm. Ceux-ci étaient les représentants d'une interdisciplinarité et d'une pédagogie alternative ayant indéniablement

26. « La France a ignoré le Bauhaus. Mais on ne peut “ sauter une étape ”. Il n'est pas possible de n'en pas tenir compte », lançait ainsi le designer Roger Tallon, enseignant à l'ENSAD, lors d'une réunion organisée en mars 1965. Pierrefitte-sur-Seine, Archives Nationales (AN ci-après), Archives de l'ENSAD, 19950147/6, « Rond Point de la Défense—Elaboration du programme architectural de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, » le 11 mars 1965.

27. Lengereau, *La recherche architecturale*, 41.

28. Entretien réalisé par l'auteur en juillet 2013.

29. Le ministère fut en réalité informé, alerté de la situation à Ulm par le théoricien Abraham Moles, qui enseignait simultanément à l'Université de Strasbourg et à la HfG, ainsi que par les étudiants des Beaux-Arts qui avaient visité l'école en 1965 et gardé contact avec Schnaidt.

fait leurs preuves³⁰. Pour mener à bien cette délicate opération de séduction, André Malraux envoya rapidement en Allemagne une délégation ministérielle : Salanon, Cobbi et Contenay étaient accompagnés pour l'occasion de Pierre Kayser, inspecteur principal de l'Enseignement artistique, et d'un ancien professeur d'arts plastiques devenu chercheur en pédagogie, Henri Charnay. Ils furent accueillis à Ulm par Schnaidt les 2 et 3 mai 1968, en plein tumulte.

Certains membres de la HfG Ulm se dirent intéressés par la proposition de l'Etat français. Schnaidt lui-même, le professeur de sémiologie Martin Krampen et plusieurs étudiants furent reçus en retour au sein du ministère des Affaires culturelles à Paris, les 20 et 21 mai 1968, quelques jours seulement après la nuit des barricades (du 10 au 11 mai)—« alors que la Sorbonne était occupée et que le drapeau rouge, hissé par les grévistes, flottait sur l'usine Renault de Billancourt », ainsi que le remarqua Schnaidt³¹. On envisagea alors très sérieusement un transfert de l'école d'Ulm à Paris, du moins la mise en place d'un nouvel établissement animé par un groupe d'anciens membres de la HfG. Les événements de mai-juin 1968 en France repoussèrent mais ne remirent pas en question un tel projet.

Après Mai, l'Institut de l'environnement

En acceptant de s'installer à Paris pour contribuer à la fondation d'un nouvel établissement, Schnaidt promettait d'adapter le projet ulmien, d'ores et déjà bouleversé par les étudiants allemands, à la situation française qui, à la fin du mois de mai 1968, s'était quelque peu enflammée :

Cet institut se consacrerait à la recherche et à la formation pédagogique dans le domaine de l'environnement. Il s'appuierait sur l'esprit, les méthodes et l'expérience de l'Ecole d'Ulm, tout en les adaptant aux données culturelles et matérielles spécifiques à la France et en les développant en fonction des moyens qui seront mis à sa disposition. L'institut trouverait sa raison d'être dans la double nécessité de faire avancer l'état de nos connaissances et de former des enseignants. Il apparaît de plus en plus urgent, en effet, de déployer un effort considérable sur tous les phénomènes qui conditionnent l'étude des problèmes d'environnement.

30. Lors d'un sommet organisé en 1967 dans le cadre du traité d'amitié franco-allemand, le premier ministre Georges Pompidou avait déjà pris la décision de créer « un groupe de travail franco-allemand dont la mission [aurait été] de promouvoir la collaboration technologique pour rattraper le retard de l'Europe en ce domaine ». Voir Hiepel, *Willy Brandt et Georges Pompidou*, 39. Si ce projet de coopération n'avait pas été remis en question par l'éviction de Pompidou en 1968, il aurait certainement pu connaître d'intéressantes retombées pédagogiques ou du moins conduire, par le biais du ministère de l'Industrie et non des Affaires culturelles, à de premiers échanges avec les membres de la HfG Ulm dont les enseignements tenaient toujours compte des dernières avancées techniques.

31. Schnaidt, « Notes ».

D'autre part, des cadres nouveaux doivent être préparés pour la réforme de l'enseignement que la France s'apprête à entreprendre³².

Dans ce courrier qu'adressait Schnaidt au ministère des Affaires culturelles en juillet 1968, les trois principales finalités de la future école semblent d'emblée fixées : faire se rencontrer les disciplines en charge de l'aménagement de « l'environnement », créer un inédit troisième cycle dans ce domaine et former de nouveaux enseignants³³. Si la racine allemande de cette institution, alors en préfiguration, vient plutôt du haut et passe par le pouvoir en place, la racine française vient quant à elle plutôt du bas. Elle passe par les nombreuses assemblées générales et commissions de réflexion pédagogique qui se déroulèrent au début de l'été 1968.

Jean-Louis Violeau, auteur d'une importante étude sur *Les architectes et Mai 68*, insiste sur la volonté d'ouverture disciplinaire, la volonté de « changer par le simple fait d'échanger » qui avait été manifestée, bien avant les événements de Mai, par de nombreux étudiants architectes de l'École des Beaux-Arts et le soutien qu'ils avaient reçu—ou non (plus souvent d'ailleurs)—de la part de certains professeurs³⁴. Ce sociologue a analysé en détail les motivations de ces chantres de « l'empiètement », qui prenaient le risque de « l'abâtardissement » du métier d'architecte dès leur formation, en proposant notamment de « sortir des vieux murs de leur École pour aller à la rencontre des étudiants de La Sorbonne, de Nanterre, ou de la rue d'Ulm »³⁵. Il fait ici référence au n°45 de la rue d'Ulm, adresse de l'École normale supérieure, et non pas au n°31, adresse de l'ENSAD. Mais aux « Arts déco », l'ouverture des frontières disciplinaires s'imposait également comme une des revendications fortes des étudiants. On voulait en finir avec les fractures disciplinaires et les multiples ramifications imperméables des institutions artistiques françaises. Plus précisément encore, comme le rapporte François Miehe, dernier massier de l'ENSAD très impliqué dans les commissions qui ont préfiguré l'Institut de l'environnement, les étudiants de l'ENSAD jugeaient particulièrement urgent d'ouvrir les savoir-faire aux savoirs universitaires :

On essayait de dire : soyons dans la modernité, au sens positif que pouvait avoir le mot à l'époque. Cherchons du côté de ce qui existe, en l'occurrence, pour nous, c'était l'université, les disciplines nouvelles. Lorsqu'on a occupé les Arts Déco pendant quatre ou cinq semaines, on a été aidé par des étudiants

32. Zurich, ETH, gta Archiv, Fonds Claude Schnaidt, 187-4-2-1, Schnaidt, lettre envoyée à René Salanon, le 8 juil. 1968.

33. Schnaidt ne précise toutefois pas encore son acception personnelle de ce terme. Nous y reviendrons.

34. Violeau, *Les architectes et Mai 68*, 206.

35. Ibid., 176.

de Nanterre du département de socio. Ceux-ci nous ont apporté un nouveau regard, un accompagnement. On a compris que les disciplines nouvelles, la sémiologie, la sociologie, la géographie dans ses applications urbaines, devaient faire partie de la formation des étudiants de ces écoles³⁶.

Au début de l'année 1968, le Land de Bade-Wurtemberg avait proposé, comme seule alternative à la fermeture de la HfG, son assimilation à l'École d'Ingénieurs d'Ulm. Les membres de la HfG avaient refusé. Une seule filiation était envisageable à leurs yeux : être intégrés à l'Université de Stuttgart. L'assistant Gui Bonsiepe avait ainsi mis l'accent sur le « besoin de créer une science du design en tant que branche d'une future science de l'environnement »³⁷. Dès lors, les principales doléances des étudiants français et le projet de Schnaidt, par chance, coïncidaient ainsi en de nombreux points.

La connexion avec la HfG Ulm, les rôles d'instigateurs, de tuteurs que le ministère se proposait de donner à plusieurs membres de l'école allemande engageait d'ailleurs d'autant plus les étudiants français à s'enthousiasmer de ce projet institutionnel :

Notre contact au Ministère des Affaires culturelles nous avait dit qu'il pensait qu'il serait intéressant de nous appuyer sur l'équipe d'Ulm. On venait de découvrir simultanément l'existence de cette école et les difficultés qu'elle avait avec le pouvoir en place en République Fédérale Allemande. Nous étions très contents—et nous ne savions pas encore qu'ils étaient communistes ! On savait simplement que cette école se revendiquait d'une tradition—celle du Bauhaus—qui nous inspirait beaucoup. On était enchantés de pouvoir bénéficier d'une partie de leur équipe pédagogique³⁸.

Dès lors, l'Etat français n'avait plus qu'à jouer les entremetteurs, dégager un budget exceptionnel et fonder cette inédite institution. La rencontre eut lieu les 25 et 26 novembre 1968 à l'Abbaye de Royaumont. Un séminaire dédié « au fonctionnement et à l'aménagement [d'une] Unité d'Enseignement et de Recherche » réunit des représentants du ministère des Affaires culturelles, de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, de l'ENSAD (dont Miehe), des chercheurs en sciences humaines et, bien évidemment, des anciens de l'école d'Ulm³⁹. Finalement, ceux-ci n'étaient plus que deux : Manfred Eisenbeis, un Allemand diplômé du département de Communication visuelle qui menait alors des

36. François Miehe, entretien avec l'auteur, le 21 nov. 2014.

37. Bonsiepe, « Commentary on the Situation of the HfG », 12 (trad. de l'auteur).

38. Miehe, entretien cité.

39. AN, Archives de l'Institut de l'environnement, 19930251/1, « Compte-rendu du Séminaire de Royaumont (25–26 novembre 1968) ayant trait au fonctionnement et à l'aménagement de l'Unité d'Enseignement et de Recherche de la Rue Erasme ».

recherches en France, et Schnaidt. Celui-ci profita d'ailleurs de l'occasion pour préciser sa définition de l'environnement :

Si l'on veut trouver un sens concret à l'idée d'aménagement de l'environnement, c'est avant tout dans la nécessité pressante de satisfaire les besoins sociaux qu'il faut le chercher [. . .] L'aménagement de l'environnement répond à des besoins sociaux, à des besoins qui, par suite de la transformation du milieu de vie, ne peuvent plus être satisfaits que de manière sociale [. . .] Il tend au global et dépasse les limites des disciplines parcellaires. Il développe des connaissances spécifiques et est expérimental au sens scientifique du terme. L'aménagement de l'environnement est soi-même recherche [. . .] L'aménagement de l'environnement est une activité interdisciplinaire assumée par des équipes dont la composition varie selon les thèmes. Il est œuvre collective pour la collectivité⁴⁰.

L'accent est mis sur le global, le social et le collectif, néanmoins cette définition reste encore assez floue. C'est d'ailleurs très certainement l'une des faiblesses qui aboutiront au démantèlement de l'Institut de l'environnement dès 1971.

A cette époque en France, le terme *environnement* connaissait un vrai engouement, et ce dans de nombreux domaines, mais il ne renvoyait en fait à rien de précis : « Si on utilisait le mot régulièrement, derrière le mot, la chose n'était pas perçue », confirme Serge Antoine, énarque ayant contribué à la création du ministère de l'Environnement en janvier 1971, sous le gouvernement Chaban-Delmas⁴¹. Premier homme politique à prendre la tête de cette instance « dont on a inventé le nom avant de connaître la chose »—comme on disait alors avec un certain cynisme—Robert Poujade fut en réalité chargé de la « Protection de la Nature »⁴². Or, ce n'était pas du tout ainsi que l'on définissait l'environnement dans les milieux de l'urbanisme, de l'architecture et du design⁴³.

Les « Unités pédagogiques d'architecture » (UPA), inaugurées en décembre 1968 suite à la fermeture de la section architecture de l'École des Beaux-Arts, devaient initialement être baptisées « Unités pédagogiques de l'environnement » (UPE). Loin de l'*environmental control* ou de l'écologie, ici, la notion renvoyait plutôt à cet *environmental design* auquel on avait consacré un prestigieux *college* à Berkeley, sur le campus de l'University of California, et ce dès la fin des années 1950. Si, dans le monde anglo-saxon, la discipline s'était littéralement institutionnalisée au fil des années, elle s'inscrivait mal dans les interstices du cadastre

40. AN, Archives de l'Institut de l'environnement, 19930251/1, Schnaidt, « L'environnement et son aménagement », 1968.

41. Serge Antoine cité par Charvolin, « L'invention du domaine de l'environnement », 184.

42. Ibid.

43. Voir notamment Patrix, *Design et environnement*.

disciplinaire français⁴⁴. La grande hétérogénéité des articles et projets compilés dans le numéro spécial que la revue *L'architecture d'aujourd'hui* consacra au « Nouvel environnement » en 1969 (n°145) témoigne, là encore, du caractère vague et accidenté du terrain environnemental en France⁴⁵.

Qu'à cela ne tienne. Dans ce nouvel établissement parisien, la définition de l'environnement serait « berkeleyenne ». Pour pouvoir mettre en œuvre cette clarification terminologique et, surtout, au nom du bon développement de cette institution inédite, Schnaidt exigea qu'elle soit indépendante de toute autre école française. Si, à Royaumont, tout le monde s'accorda sur ce point qui relève quasiment du bon sens, la majeure partie de l'équipe pédagogique de l'ENSAD vit cette décision d'un très mauvais œil, et pour cause : alors que l'école réclamait une extension depuis des années, on venait de commencer à ériger le bâtiment dédié à cette nouvelle structure sur son propre terrain, le long de la rue Erasme.

Mai architecte

Cette architecture a été mise en œuvre, sur ordre d'André Malraux (c'est-à-dire sans permis de construire), par Robert Joly, architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux (BCPN). Le bâtiment a été pensé en cohérence avec le modèle pédagogique s'esquissant simultanément : une partie de la structure porteuse, repoussée vers l'extérieur par l'intermédiaire de croix de Saint-André, allait permettre de libérer de grands plateaux où converger, se rencontrer et échanger. A pédagogie décloisonnée, espace littéralement décloisonné. Robert Spizzichino, ingénieur qui prit part à la préfiguration de l'Institut de l'environnement et intégra ensuite le collège des enseignants-chercheurs de la rue Erasme, souligne l'influence qu'ont pu avoir les événements de Mai sur cette construction :

44. Preuves de son institutionnalisation dans le monde anglo-saxon, à la fin des années 1960, une Environmental Design Research Association est créée au sein de l'University of Utah, un Bachelor of Environmental Studies est délivré par l'University of Manitoba et une School of Environmental Studies naît de la fusion des départements Architecture et Town Planning de l'University College of London.

45. Prenant du recul face à cette grande confusion, Jean Baudrillard allait réduire l'environnement à « une structure idéologique d'ensemble, une drogue sociale, un nouvel " opium du peuple " » et l'aménagement de l'environnement à une « mythologie thérapeutique ». Reprise intégralement dans les pages du premier numéro d'*Environnement* (la revue de l'Institut), cette allocution prononcée à l'International Design Conference d'Aspen de 1971 allait susciter une importante polémique rue Erasme et dans le milieu du design international en général. Ainsi, en 1972, dans la traduction française de *La speranza progettuale : Ambiente e società*, premier ouvrage de Tomás Maldonado dans lequel il essayait d'explicitier sa vision du design et de l'environnement, l'Argentin prit la peine d'ajouter un *postscriptum* inédit rétorquant brièvement à « l'accusation polémique » de Baudrillard. *Environnement et idéologie*, le titre français choisi par l'Union générale d'édition, semble d'ailleurs faire directement écho aux écrits du philosophe français. Au moment même où il prenait part au projet *Universitas*, celui-ci dédia à la notion d'environnement un chapitre entier de son livre *Pour une critique de l'économie politique du signe*.

Le bâtiment avait été conçu dans l'esprit d'un renouveau de l'enseignement et dans l'esprit de 68. En deux mots, vous aviez deux grands plateaux qui étaient entièrement modulables [. . .] Les enseignants-chercheurs disposaient chacun d'une minuscule cellule de moine. Il leur était donc impossible de faire des réunions seuls dans leur coin. De la même manière, comme il n'y avait pas de chef, il n'y avait pas de grand bureau principal. Seule l'administration avait des bureaux corrects⁴⁶.

Les très courts délais de construction imposés avaient conduit Joly au choix de la préfabrication métallique. Celui-ci en fit « l'occasion de rendre un évident hommage » à Jean Prouvé, fameux constructeur d'architectures préfabriquées et d'objets en tôle emboutie, dédiés en priorité aux classes populaires⁴⁷. Joly utilisa en effet des composants industriels de façade dessinés pour la Compagnie industrielle de matériel de transport (CIMT) par son maître et ami nancéien. Mais choisir Prouvé, c'était également revendiquer une certaine vision de l'architecture : constructive, collective, non corporatiste—au fond, très cohérente avec le projet de Schnaidt⁴⁸. Cobbi, qui allait être nommé directeur administratif de l'Institut à la rentrée 1969, fut d'un grand secours dans cette démarche. Le témoignage qu'il livra à ce propos nous laisse entendre, là encore, que la situation, la précipitation et la relative improvisation typiques de l'immédiat après Mai eurent un fort impact sur l'érection de ce bâtiment (fig. 2) :

Je me suis battu pour qu'il y ait des façades Prouvé. . . . ça a été négocié de manière très simple, c'est-à-dire qu'on n'est pas passé devant les commissions, ni les commissions des Bâtiments de France, ni les commissions des marchés, et on a demandé à Monsieur Malraux de faire comme Monsieur Edgar Faure avait fait pour Vincennes, on lui avait demandé de donner un ordre direct . . . Seuls les ministres peuvent faire cela puisqu'ils sont responsables uniquement sur le plan politique et qu'ils peuvent passer par-dessus les règles administratives. Il a accepté très facilement⁴⁹.

Difficile en effet de ne pas faire ce parallèle avec l'université expérimentale de Vincennes, institution qu'on avait voulue « débarrassée de ses pesanteurs

46. Robert Spizzichino, entretien avec l'auteur, 3 janv. 2013.

47. Paris, Institut français d'architecture, Fonds Robert Joly, 382 IFA, Robert Joly, « L'Institut de l'environnement », le 23 août 1973. Voir notamment le modèle de *Maison des jours meilleurs* élaboré par Jean Prouvé en 1954 suite à l'appel de l'Abbé Pierre.

48. Jean Prouvé accepta d'ailleurs d'intégrer, au côté de Charlotte Perriand, le Conseil d'administration de l'Institut de l'environnement.

49. Claude Cobbi, entretien avec Olivier Cordova, le 26 nov. 1992, dans Lengereau, *La recherche architecturale*, 109. Edgar Faure, nommé ministre de l'Éducation nationale au lendemain de Mai 68, s'était engagé (notamment avec ladite Loi Faure votée en novembre 1968) à réformer l'université, jugée élitiste et trop centralisée. Dans cette perspective, il fit construire, sans permis, une université expérimentale à Vincennes.



FIGURE 2 Vue de l'Institut de l'environnement, rue Erasme, Paris, vers 1971. Photographie : © Akiko Takehara

et de ses cloisonnements », qu'on avait installée au même moment, avec une semblable liberté, dans un bâtiment préfabriqué signé Geep-Industries⁵⁰. Joly avait établi de lui-même ce lien avec Vincennes : « Il fallait concevoir dans l'instant, exécuter à la suite et ceci dans un budget qui devait être la réponse des Affaires culturelles à la gageure rapidité-prix des constructions industrialisées de Vincennes »⁵¹. L'analogie entre ces chantiers, soulignait-il néanmoins, avait ses limites : « Les contraintes du terrain : gabarit autorisé de 5 étages, faible profondeur du terrain pour respecter les arbres du jardin intérieur, prise en compte sinon raccordement du bâtiment existant de l'ENSAD, interdirent l'emploi des

50. Cixous, « Nous avons pris la Bastille, pas la Sorbonne », 23.

51. Joly, « L'Institut de l'environnement ».

procédés agréés par le Ministère de l'Education nationale, contrairement à l'opération de Vincennes »⁵².

D'un point de vue pédagogique, un contraste devait également s'observer. Lors d'une réunion préparatoire au séminaire de Royaumont, Miehe soulignait à nouveau que selon « une volonté générale » les étudiants de l'ENSAD voulaient être « intégrés dans l'université »⁵³. Si on lui répondit qu'il fallait établir des « contacts immédiats » avec les membres de l'Université de Vincennes, c'était néanmoins « pour ne pas faire le même travail qu'eux »⁵⁴. Le futur établissement trouverait davantage son identité dans le quartier où son bâtiment était érigé, quartier qui accueillait de nombreux instituts⁵⁵. L'UER trouva ainsi son appellation définitive, ce serait l'Institut de l'environnement⁵⁶. On viendrait y faire un « stage » de deux ans. Les stagiaires de l'Institut, à l'instar des fonctionnaires venant d'intégrer l'Education nationale portant le même titre, seraient boursiers et formés dans la perspective de réformer l'enseignement des arts en France.

Au début de l'année 1969, l'architecture des cours se précisa à mesure que le bâtiment de Joly s'assemblait. Quatre grands séminaires seraient organisés le lundi : Urbanisme, Architecture, Design industriel et Communication. Ils seraient « axés sur l'orientation professionnelle des stagiaires », c'est-à-dire dispensés en classes séparées⁵⁷. Cependant, une des séances au moins se devrait d'accueillir les stagiaires d'un autre séminaire. Ces dynamiques de fertilisations croisées allaient devoir d'autant plus s'éprouver durant l'initiation à la recherche, prévue les mercredis et jeudis. Celle-ci se ferait nécessairement en équipes pluridisciplinaires. Les mardis et vendredis seraient quant à eux dédiés aux sciences humaines (Sociologie, Psychologie, Economie) et à la programmation informatique balbutiante (lors d'un cours intitulé Logique Mathématiques Méthodologie). Enfin, autre temps privilégié pour les rencontres interdisciplinaires, des conférences organisées chaque mardi soir allaient permettre d'affiner la compréhension générale de la notion d'« environnement ».

Des offres d'emploi diffusées dans la presse et, surtout, des procédures de cooptation moins officielles (mais là encore, typiques de l'immédiat après Mai)

52. Ibid.

53. AN, Archives de l'Institut de l'environnement, 19930251/1, « Note du 25 novembre 1968 ».

54. Ibid. En réalité, de nombreux étudiants inscrits à l'Institut de l'environnement fréquentèrent également en parallèle l'Université de Vincennes.

55. Se trouvent en effet concentrés dans ce même secteur de prestigieux centres de formation et de recherche : l'Institut du radium, l'Institut national pédagogique, l'Ecole normale supérieure, l'ENSAD.

56. A ce propos, le nom de l'International Institute of Design mentionné en introduction de cet article a été fixé grâce à d'intéressants partis pris. *Institute* permettait, ainsi que le prétendait son fondateur Alvin Boyarsky, d'échapper aux connotations académiques de labellisations telles que *faculty* ou *school*. De même, *design*—et non *architecture* ni *environment* d'ailleurs—renvoyait aux riches heures de la modernité plus qu'à la tradition.

57. *Rapport d'activité de l'Institut de l'environnement* (Paris, année 1969/70), 31.

permirent de recruter le collège des enseignants-chercheurs de l'Institut de l'environnement. Se fédérèrent ainsi, autour de Schnaidt et d'Eisenbeis, l'urbaniste Jacques Allégret (membre de l'Atelier d'urbanisme et d'architecture), les designers Claude Braunstein (proche de Roger Tallon, officiant alors chez IBM France) et Jacques Famery (proche des radicaux italiens), le géographe Antoine Haumont (spécialiste du pavillonnaire, proche de Henri Lefebvre), l'économiste Odile Hanappe, le psychologue Christian Gaillard et l'ingénieur Robert Spizzichino. Le pionnier français de l'écologie Christian Garnier et l'inspecteur aux enseignements artistiques Alexandre Bonnier sont également intervenus rue Erasme, en satellites. Il faut noter que les praticiens furent d'emblée considérés comme des chercheurs. Si cela s'était imposé tout naturellement à Ulm où la plupart des intervenants se distinguaient en effet simultanément dans les champs de la pratique et de la théorie, cela fut bien moins évident dans un contexte institutionnel français traditionnellement peu enclin aux transferts de ce genre. Enfin, une majorité de ces enseignants-chercheurs étaient communistes, quand les autres se distinguaient par leur apolitisme. Certains représentants de l'ENSAD ont ainsi pu affirmer rétrospectivement—et très schématiquement—que les communistes avaient « récupéré » le bâtiment commandé par Malraux⁵⁸.

Les convictions politiques des différents fondateurs et acteurs de l'Institut de l'environnement, souvent divergentes, du moins pas aussi univoques que le laisse entendre le commentaire précité, jouèrent directement sur l'élaboration du modèle pédagogique mais également sur l'architecture de l'UER de la rue Erasme. Dans des notes personnelles, Schnaidt, qui militait activement pour le compte du Parti suisse du travail depuis 1955, avouait par exemple que ses « relations de communiste à communiste avec Robert Joly n'[avaient] jamais été fraternelles » et que cela « fut nuisible à des actions qu'il aurait fallu mener de concert »⁵⁹. Dans ses archives conservées à Zurich, on retrouve ainsi plusieurs pages dédiées à la « critique du projet de M. Joly, architecte » et à la formulation d'une « contre-proposition » concernant l'aménagement du hall d'entrée de l'Institut, de ses différents étages, la localisation des ateliers techniques ou encore celle de la bibliothèque⁶⁰. Si Schnaidt est arrivé en France trop tardivement pour avoir un réel impact sur le gros œuvre de l'Institut de l'environnement, il s'impliqua en revanche très personnellement et très activement dans l'aménagement intérieur. La psychologue et sociologue Monique Eleb, qui a mené ses premières recherches rue Erasme, en témoigne : « Il a construit le style de l'Institut, le logo,

58. Voir Fau et Lesné, *Histoire de l'ENSAD*, 251.

59. Schnaidt, « Notes ».

60. Voir Zurich, ETH, gta Archiv, Fonds Claude Schnaidt, 187-4-2-1, Schnaidt, « Note sur l'Architecture de l'Unité Pédagogique et de Recherche de la Rue Erasme », le 14 déc. 1968.

la charte graphique, le choix des meubles [. . .] Le “ contrôle esthétique ” était incroyable »⁶¹. Un reportage a justement été réalisé par le célèbre duo de photographes d’architecture Véra Cardot et Pierre Joly (frère de l’architecte) quelques jours avant l’inauguration du lieu, durant l’automne 1969. On y découvre l’Institut à peine achevé, mais encore inoccupé. Images du calme avant la tempête, avant l’arrivée des premiers stagiaires.

Contre la sélection, pour l’action révolutionnaire

D’une manière générale, après Mai 68, le recrutement des étudiants était devenu une entreprise assez délicate. Les sélectionner, oser les trier sur le volet n’était pas sans danger : « La sélection a été un vrai problème. A chaque fois que nous devions sélectionner se posaient tous les problèmes de Mai 68 : “ Pourquoi sélectionner ? Pourquoi ne pourrait-on pas accueillir tout le monde ? ” »⁶²

Dès lors, à l’Institut de l’environnement, on organisa des entretiens, des discussions, des présentations de travaux mais bien évidemment pas de concours d’entrée. Les stagiaires rencontrés devaient ensuite résumer leurs déterminations dans un dossier écrit. Celui-ci s’affirmait moins comme un filtre, moins comme un dispositif discriminant que comme un véritable sondage censé aider l’Institut à s’autodéterminer, à élaborer un programme pédagogique en fonction des attentes de chacun—de telles pratiques et un tel document existaient déjà à la HfG Ulm. On y posait par exemple les questions suivantes : « Que souhaiteriez-vous trouver dans l’Institut ? » ; « Quels devraient être, à votre avis, la place et le rôle de l’Institut de l’environnement dans le contexte scolaire et universitaire actuel ? » ; « A votre avis, quel rôle devrait jouer l’Institut de l’environnement dans l’évolution des professions concernées par l’analyse et l’aménagement de l’environnement ? »⁶³ Les réponses furent très variées, d’autant plus que certains intéressés étaient tout juste diplômés (les deux tiers) alors que d’autres avaient déjà accumulé plusieurs années d’expérience et que, parmi ces derniers, certains avaient déjà enseigné (environ la moitié) quand d’autres désiraient justement recevoir une formation pédagogique. D’aucuns arrivèrent à l’Institut de l’environnement avec des projets professionnels très précis. D’autres aspiraient à des enrichissements plus globaux. Ces différences d’intention, s’ajoutant à celles des formations initiales des sondés, n’ont pas contribué à consolider les bases de cette proto-institution. Si les demandes d’inscription à l’Institut émanaient plus

61. Eleb, « L’Institut de l’environnement ». Le caractère dépareillé des publications de cette UER nous conduit cependant à nuancer cette assertion. Bien que soumise à aucune charte, l’identité graphique de l’International Institute of Design londonien nous semble par exemple plus cohérente et mieux contrôlée.

62. Spizzichino, entretien cité.

63. AN, Archives de l’Institut de l’environnement, 19930251/13, dossiers d’inscription.

expressément et plus massivement du milieu architectural qui subissait alors une crise historique sans précédent, l'Institut ne pouvait, sans trahir sa vocation première, sans corrompre sa singularité, accueillir une majorité de jeunes architectes. On instaura donc de véritables quotas :

L'aménagement de l'environnement est une œuvre collective. Il faut que les différents spécialistes s'entraînent à travailler ensemble. L'Institut est original parce que contrairement aux autres organismes existants dans le monde, il n'est pas compartimenté en départements, et pour garantir cette pluridisciplinarité il faut garder une échelle modeste. L'Institut ne reçoit que vingt à vingt-cinq étudiants architectes par an [. . .], pour ne pas détruire l'équilibre entre les différentes disciplines intéressées par l'environnement⁶⁴.

Les responsables des Unités pédagogiques d'architecture récemment créées n'allait pas manquer une occasion de s'en plaindre : « Le recrutement limité est en contradiction avec le principe de refus de toute forme de sélection mainte fois affirmé par le Ministère des Affaires culturelles »⁶⁵. Leur aigreur était d'autant plus marquée que, comme Violeau l'a souligné, la création de l'Institut de l'environnement répondait « trait pour trait » à une motion votée en octobre 1968 par les enseignants architectes ralliés au Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup) de l'École des Beaux-Arts⁶⁶.

C'est pourtant bien sur ce mode-là qu'une première promotion de quatre-vingts stagiaires intégra l'Institut de l'environnement en novembre 1969⁶⁷. Cette rentrée avait été volontairement fixée à une date différente de celle de l'ENSAD afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté quant à l'indépendance de ces deux institutions voisines.

« Nous étions huit, ils étaient soixante ». Comme le résume ici clairement l'ancien stagiaire Gérard Paris-Clavel, les stagiaires étaient pour leur part « plus gauchos que cocos »⁶⁸. Cela allait immanquablement générer des tensions internes rue Erasme, de vives dissensions entre les stagiaires aux sensibilités politiques divergentes mais aussi entre ceux-ci et le corps enseignant. Lors de l'accueil des stagiaires, Antoine Haumont nota que le groupe était dominé par quelques

64. AN, Archives de l'Institut de l'environnement, 19930251/3, Schnaidt, « Rapport du CA du 1er décembre 1969 ».

65. Lettre adressée à MM. les Enseignants de l'Institut de l'environnement par l'Assemblée des Enseignants de l'UPA n°6, datée du 15 déc. 1969 et reproduite dans le *Bulletin de Liaison de la Fédération des UPA* 1 (févr. 1970), citée par Lengereau, *La recherche architecturale*, 49.

66. Violeau, *Les architectes et Mai* 68, 99.

67. Vingt pour cent des stagiaires qui ont évolué à l'Institut étaient issus d'un cursus en architecture, environ 10 pour cent d'une formation en urbanisme, 20 pour cent d'une école d'art ou d'arts appliqués, 15 pour cent d'une école d'ingénieurs ou d'une formation technique, 25 pour cent d'une formation en sciences humaines et 10 pour cent de divers autres horizons (cinéma, théâtre, etc.).

68. Gérard Paris-Clavel, entretien avec l'auteur, le 25 nov. 2014.

leaders qui avaient immédiatement remis en question les finalités de la nouvelle UER, « assez tentés d’y voir un Institut de l’Action Révolutionnaire »⁶⁹.

En réalité, on pouvait distinguer plus précisément quatre principaux groupuscules étudiants à l’Institut de l’environnement. Un premier groupe de stagiaires, plutôt solitaires, s’étaient inscrits rue Erasme pour réaliser un projet personnel. Ils restaient discrets quant à leurs orientations politiques. Souscrivant certes davantage à l’esprit collectif de l’Institut, un second groupe, les VM (tantôt pour « Ventres Mous » tantôt pour « Vecteurs Moteurs ») se disaient néanmoins également « éloignés par tempérament des polémiques politiques, de la grandiloquence des analyses hyper-conceptuelles, et, pour la plupart, déjà très occupés parce que responsables à des niveaux divers (professionnels, familiaux, etc.) ou encore luttant sur d’autres terrains »⁷⁰. *A contrario*, le Comité d’action (CA), initialement baptisé Groupe d’environnés, largement majoritaire à l’Institut, était constitué de divers stagiaires gauchistes qui militaient très activement ou, comme l’avança Schnaidt, non sans cynisme, « de révolutionnaires pour leur propre compte et d’indicateurs (nous en avons eu la preuve) qui poussaient à la provocation »⁷¹. Ceux-ci avaient effectivement rédigé et diffusé, dès la fin de l’année 1969, des « Considérations préalables à toute orientation politique à l’Institut de l’environnement » donnant le ton de leurs prises de positions ultérieures :

Unaniment considérée, par les uns et autres, comme un acquis de MAI, la création de l’IE ne peut dissimuler que, sous le vocable commode d’ENVIRONNEMENT, le Pouvoir (au-delà de sa défroque actuelle : monopoliste d’Etat) ne cherche qu’à faire oublier ce qui fut l’exigence fondamentale et « radicale » de la grève sauvage et des occupations de MAI-JUIN 68 : la prise en charge par les producteurs eux-mêmes, de tous les aspects de la vie, et notamment la vie quotidienne⁷².

A l’issue de la première année de fonctionnement de l’Institut de l’environnement qui n’avait fait qu’appuyer leurs *a priori* et décupler leur frustration, ils soumièrent un contre-projet pédagogique. Sur le fond, il s’agissait de rompre avec l’orientation scientifique, rationaliste, héritée d’Ulm, qui avait été d’emblée donnée à l’établissement et donc de laisser une place plus large à des approches sensibles, artistiques et expérimentales. Le CA tenait par exemple à ce que les

69. AN, Archives de l’Institut de l’environnement, 19930251/25, Antoine Haumont, « Compte-rendu de la réception des stagiaires », le 6 déc. 1969.

70. Schnaidt, « Notes ».

71. Ibid.

72. Zurich, ETH, gta Archiv, Fonds Claude Schnaidt, 187-4-2-3, Un Groupe d’Environnés, « Considérations préalables à toute orientation politique à l’Institut de l’environnement », déc. 1969.

stagiaires puissent élaborer rue Erasme des projets en lien avec le milieu *underground*, des expériences permettant de mieux appréhender l'effet des drogues sur la perception environnementale ou entretenant du moins un rapport plus direct au corps humain, un rapport moins théorique au monde⁷³.

Par ailleurs, du point de vue institutionnel, outre la tutelle d'un ministère de droite, ces stagiaires contestaient eux aussi la sélection à l'entrée de leur établissement, « nécessaire à la bourgeoisie pour pouvoir payer aux quelques élus des super-études avec un super-matériel [. . .] faisant fi de la misère des autres structures d'enseignement et isolant ces pur-sangs pour en faire le haras de la reproduction idéologique »⁷⁴. Ils attaquaient de la même manière la hiérarchie qui allait être établie entre les deux promotions de stagiaires (aux niveaux jugés équivalents) à la rentrée 1970, le contrôle des connaissances par les enseignants-chercheurs (pas forcément plus qualifiés que certains diplômés recrutés), l'idée même de diplôme, l'absence de représentants étudiants dans les instances décisionnelles de l'Institut ou encore le caractère autarcique du lieu. Ils en appelaient, de toute urgence, à la mise en place d'une « investigation active et coopérante avec des gens qui agissent (associations locales, maisons de jeunes, comités d'entreprises, etc.) »⁷⁵. Ils regrettaient de n'avoir, malgré des effets d'annonce, aucun poids dans l'élaboration du programme pédagogique de l'UER. Cela remettait d'ailleurs totalement en question une des principales vocations du lieu : « Nous ne sommes pas capables de créer notre propre pédagogie, alors comment en mettre une en place pour l'extérieur ? »⁷⁶ On repense inévitablement aux dernières doléances des étudiants de la HfG Ulm. Dans le contexte politique français de l'époque, on peut dire que les luttes qui opposaient la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et la Confédération générale du travail (CGT) « résonnaient » à moindre échelle au sein de l'Institut de l'environnement. Une part importante des stagiaires visait un modèle de type autogestionnaire quand le collège des enseignants-chercheurs ne pouvait concevoir qu'une gestion du lieu hiérarchique voire bureaucratique. Des pages de bandes dessinées détournées—selon le mode situationniste—circulèrent ainsi dès 1970 rue Erasme (fig. 3). Elles caricaturaient les enseignants-chercheurs, au même titre que les rares stagiaires communistes, et appelaient—toujours selon le mode situationniste—au détournement de l'Institut lui-même : « Il faut organiser le

73. En 1967, l'architecte radical autrichien Hans Hollein venait justement de proposer une *Pilule architecturale*, dont la simple ingestion suffisait à donner accès à un « *non-physical environment* ».

74. Zurich, ETH, gta Archiv, Fonds Claude Schnaidt, 187-4-2-3, Le Comité d'Action de l'IE, « Contre-projet d'enseignement pour l'année 70-71 proposé au vote de l'AG du 27 mai 1970 ».

75. Ibid.

76. AN, Archives de l'Institut de l'environnement, 19930251/16, « Compte-rendu du séminaire de design », séance du 9 févr. 1970.



FIGURE 3 Bande dessinée détournée par les stagiaires du Comité d'action de l'Institut de l'environnement, vers 1971. © GTA Archives/ETH Zurich—Fonds Claude Schnaidt

détournement de l'IE et dépasser même la recherche autogérée en créant nous-mêmes des situations exemplaires de libération de l'environnement »⁷⁷. En voulant faire de l'Institut « un lieu où tout le monde pour[ait] venir vivre décloisonné et se livrer à de multiples activités, édification de fêtes, environnement sonore, éventuellement journal, réalisation de films », le CA allait très vite s'attirer les foudres de Schnaidt⁷⁸.

Souvent en phase avec le collège des enseignants-chercheurs et donc lui aussi opposé très directement au Comité d'action, un dernier groupe de stagiaires était composé de sympathisants communistes rattachés à l'Union nationale des étudiants de France–Renouveau⁷⁹. Ceux-ci s'enthousiasmaient globalement de

77. AN, Archives de l'Institut de l'environnement, 19930251/15, Le Comité d'Action de l'IE, BD détournée, s.d.

78. Ivry-sur-Seine, Archives personnelles de Gérard Paris-Clavel, Le Comité d'Action de l'IE, « L'édification collective d'un nouveau mode de vie (d'un nouvel environnement) », s.d.

79. Faction de l'Union nationale des étudiants de France dirigée par des membres du Parti communiste.

l'existence de l'Institut de l'environnement, saluaient ses principaux fondements et souhaitaient contribuer à l'optimisation de son fonctionnement. Toutefois, face à la « ségrégation sociale de l'enseignement » engendrée nécessairement par la sélection, cet évident fléau qui permettait au « pouvoir Gaulliste-Centriste » d'imprimer sa marque « de la maternelle à l'Université », les stagiaires communistes rejoignaient leurs camarades plus à gauche⁸⁰. Ils se prononçaient cependant moins pour l'accès totalement libre à l'Institut que pour une analyse poussée des besoins en termes d'aménagement de l'environnement et la création de nouveaux instituts affiliés à celui de la rue Erasme, d'UER supplémentaires du même genre.

Le bâtiment érigé rue Erasme allait lui-même porter les stigmates de ces luttes intestines. Un *Guide d'architecture contemporaine en France* référença en 1971 le bâtiment de Joly : sur la photographie illustrant cette notice, un coin de la façade de l'Institut de l'environnement est marqué par des graffitis à la gloire de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF)⁸¹.

Fermeture du refuge

Animés par des motifs plus ou moins clairs, les procès publics et les violentes joutes entre ces groupuscules ne contribuèrent pas à améliorer la réputation de l'Institut de l'environnement : certains spécialistes invités se décommandèrent et annulèrent leur conférence par « crainte de voir leurs positions remises en question »⁸². Comme ce fut le cas à Ulm en 1968, un vrai schisme éclata entre enseignants et la masse des stagiaires entraînés par le CA. Essayant tant que possible de garder son calme, Schnaidt adoptait le rôle d'un consciencieux capitaine de navire emporté dans la tourmente et tâchait de faire l'arbitre. Mais le mal était déjà fait, aux yeux du ministère :

Il faut dire que c'était le lieu où se réfugiaient beaucoup d'acteurs de 68 : tous ceux qui avaient encore des choses à dire intervenaient dans les AG . . . il n'y avait plus d'endroits pour se rassembler ailleurs [. . .] Il est évident qu'il y avait toutes les tendances du marxisme, du marxisme-léniniste, les trotskistes, les staliéniens, les communistes bon teint, les socialo, etc.⁸³

Pour mettre fin à cette agitation et à la relative indétermination du lieu, c'est l'Etat français lui-même qui détourna le projet de Schnaidt. Dès la fin de

80. Ivry-sur-Seine, Archives personnelles de Gérard Paris-Clavel, Comité UNEF-Renouveau de l'Institut de l'environnement, « Communiqué du 16 janvier 1970 ».

81. Voir Monnet, Amouroux et Crettol, *Guide d'architecture contemporaine en France*, 220.

82. « Compte-rendu du séminaire de design ».

83. Cobbi, entretien cité.

l'année 1970, l'Etat reprit la main sur l'Institut de l'environnement en congédiant son président, René Salanon, et en y plaçant Michel Sellier, chef du service des Enseignements artistiques au ministère des Affaires culturelles. De manière autoritaire, au cours de l'été 1971, l'équipe de Jacques Duhamel, qui avait pris la place d'Edmond Michelet au ministère des Affaires culturelles, transforma l'Institut de l'environnement en un centre de recherche scientifique à forte composante architecturale, accueillant non plus d'importantes promotions de praticiens issus de divers horizons amenés à échanger (et à s'invectiver), mais quelques chercheurs spécialisés, qui devaient livrer du matériel pédagogique aux universités populaires en priorité. Très rares furent les enseignants de la « première vie » de l'Institut à rester rue Erasme après 1971⁸⁴. « Ils ont cassé le joujou » résume Mische à propos des stagiaires les plus extrémistes—il faudrait certainement ajouter : « avant même d'avoir pu jouer avec »⁸⁵.

Cependant, outre de solides liens d'amitié, la fondation de collectifs (à commencer par Grapus), la constitution d'un milieu de collaborateurs, une impulsion notable donnée à plusieurs carrières notamment d'enseignants ou une meilleure connaissance de l'histoire du Bauhaus en France, les recherches que certains ont menées durant les deux seules et courtes années de stage à l'Institut de l'environnement aboutirent à de riches résultats⁸⁶. Un film réalisé par les stagiaires Alain Moreau, Patrick Laporte, Jean-Paul Miroglio, Joël Thézé et Olga Wegrzecka fait par exemple aujourd'hui encore l'objet de régulières projections. *Ville à vendre* dénonçait, par le biais d'entretiens avec ses habitants, les transformations que la spéculation immobilière opérait alors sur le quartier de Belleville à Paris⁸⁷. On ne peut malheureusement pas aborder ici au cas par cas toutes les recherches qui ont porté de tels fruits. Signalons seulement que plusieurs d'entre elles contribuèrent, comme l'avait exigé le ministère, à la réforme des enseignements artistiques en France. Une équipe de stagiaires mena une consultation à propos de l'enseignement du design industriel au second cycle à l'Ecole nationale supérieure des Arts appliqués et des Métiers d'Art—l'école qui avait accueilli les premiers cours de design en France, à l'initiative de Jacques Viénot. Elle interrogea les professeurs de cet établissement puis prit contact avec des écoles de design internationales, faisant même le déplacement quand cela était possible. Herbert Lindinger, ancien membre de la HfG Ulm, qui enseignait alors à Düsseldorf, et des professeurs de la Design Research Unit du Royal College of Art de Londres furent sollicités dans le but d'optimiser la formation

84. Il s'agit d'Alexandre Bonnier, de Manfred Eisenbeis et de Christian Gaillard.

85. Mische, entretien cité.

86. A propos de Grapus à l'Institut de l'environnement, voir Côme, « Formation d'une brigade de projection ».

87. Ce documentaire est aujourd'hui archivé et visible à Paris, Forum des Images, VDP44.

française. D'autres stagiaires travaillèrent à l'élaboration d'un programme pédagogique expérimental en communication visuelle, étudièrent l'enseignement artistique privé, rédigèrent un journal critique de l'enseignement de l'architecture de premier cycle dans les unités pédagogiques d'architecture ou encore à l'Ecole spéciale d'Architecture. En ce sens, ces recherches—qui n'avaient à la base qu'un but d'initiation et de confrontation pluridisciplinaire » et desquelles très honnêtement le collègue des enseignants-chercheurs n'avait pas de grandes attentes—furent plus fertiles que prévu⁸⁸.

Comme de nombreux anciens stagiaires, Miehe, impliqué dès l'été 1968 dans la préfiguration de l'Institut de l'environnement, garde aujourd'hui, malgré la dureté des querelles internes et le rapide démantèlement du lieu, un souvenir ému de ses études rue Erasme : « Pour moi, l'Institut de l'environnement, c'est un peu l'Abbaye de Thélème, le lieu idéal des études, sauf que nous on l'a eu pour de vrai. C'était un pur rêve éveillé. Ce n'était pas seulement un rêve, on a agi pour cela »⁸⁹. Et Akiko Takehara, designer japonaise arrivée en France pendant les événements de Mai 68 et inscrite rue Erasme en tant que stagiaire dès la première rentrée, de surenchérir :

Sans vraiment m'en rendre compte sur le moment, au début des années 1970, je me promenais sur une passerelle entre les Arts Déco et Ulm, ou plutôt entre le design français et le modernisme allemand. Quel luxe, intellectuel comme culturel et scientifique, d'être stagiaire à cette époque à l'Institut de l'environnement et de pouvoir participer aux nouvelles expériences pédagogiques pluridisciplinaires⁹⁰.

TONY CÔME est professeur d'histoire de l'architecture et du design à l'Ecole des Beaux-Arts de Rennes.

88. *Rapport d'activité 1969/1970*, 38.

89. Miehe, entretien cité.

90. Akiko Takehara, entretien avec l'auteur, le 12 août 2016.

Remerciements

L'auteur remercie les lecteurs anonymes de *French Historical Studies* pour leurs précieux commentaires.

Références

- Ambasz, Emilio. 2006. *The Universitas Project*. New York.
- Barda, Jacques, Pierre Clément, Jean-Paul Gautron, et Pierre Lefevre. 1965. « L'enseignement de l'architecture ». *Melpomène* n°18 : 1–21.
- Baudrillard, Jean. 1972. *Pour une critique de l'économie politique du signe*. Paris.
- Bonsiepe, Gui. 1968. « Commentary on the Situation of the HfG ». *Ulm*, n°21 : 5–14.
- Charvolin, Florian. 1996–97. « L'invention du domaine de l'environnement au tournant de l'année 1970 en France ». *Strates*, n°9 : 184–96.
- Cixous, Hélène. 2008. « Nous avons pris la Bastille, pas la Sorbonne ». *Politis*, n°1000 : 23.
- Côme, Tony. 2016. « A l'Institut de l'environnement, 1969–1971 : Formation d'une brigade de projection ». Dans *Etudes sur le Collectif Grapus (1970–1990) : Entretiens et archives*, dir. Beatrice Fraenkel et Catherine de Smet, 14–37. Paris.
- Eleb, Monique. 2013. « L'Institut de l'environnement : Une utopie vécue (1969–1976) ». *Rosa b*, n°5. www.rosab.net/fr/la-situation-francaise-les/l-institut-de-l-environnement-une.html.
- Ewig, Isabelle, Thomas W. Gaetgens et Matthias Noell, dir. 2002. *Das Bauhaus und Frankreich, 1919–1940*. Paris.
- Fau, Alexandra, et René Lesné. 2010. *Histoire de l'ENSAD (1941–2010)*. Paris.
- Gervereau, Laurent. 1988. « Les affiches de “ Mai 68 ” ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 11, n°1 : 160–71.
- Hiepel, Claudia. 2016. *Willy Brandt et Georges Pompidou : La politique européenne de la France et de l'Allemagne entre crise et renouveau*. Lille.
- Kapitzki, Herbert W. 1997. *Design : Method and Consequence ; A Biographical Report*. Stuttgart.
- Karlen, A.-M. 1969. « L'enseignement de l'architecture et de l'industrial design : L'expérience d'Ulm ». *Opus International*, n°10–11 : 107–9.
- Lattard, Alain. 2011. *Histoire de la société allemande au XXe siècle*. Paris.
- Lengereau, Eric. 1996. *La recherche architecturale : Une biographie*. Paris.
- Maldonado, Tomás. 1966. « How to Fight Complacency in Design Education ». *Ulm*, n°17–18 : 14–20.
- . 1972. *Environnement et idéologie : Vers une écologie critique*. Paris.
- Monnet, J. P., Dominique Amouroux et Marco Crettol. 1972. *Guide d'architecture contemporaine en France*. Madrid.
- Ockman, Joan, et Rebecca Williamson, dir. 2012. *Architecture School : Three Centuries of Educating Architects in North America*. Cambridge.
- Patix, Georges. 1973. *Design et environnement*. Paris.
- Schnaidt, Claude. 1969. « Ulm (dernier épisode d'une affaire de récidive) ». *L'architecture d'aujourd'hui*, n°143 : 61–66.
- Spitz, René. 2002. *HfG Ulm, the View behind the Foreground : The Political History of the Ulm School of Design, 1953–1968*. Stuttgart.
- Sunwoo, Irene, dir. 2016. *In Progress : The IID Summer Sessions*. Londres.
- Violeau, Jean-Louis. 2005. *Les architectes et Mai 68*. Paris.